

Des gardiens «emprisonnés» par des détenus



Patrick Woodbury, LeDroit



Louis-Denis Ebacher
Le Droit

Des détenus ont bloqué la sortie des gardiens de la prison de Hull, samedi, dans le but de gagner du temps et de faire entrer de la drogue.

Cette autre échauffourée au centre de détention de Gatineau inquiète les gardiens.

La tension ne cesse de monter entre les murs de l'établissement de la rue St-François. Les nombreuses bagarres entre détenus ont déjà fait couler beaucoup de sang et d'encre depuis quelques semaines.

L'incident de samedi est survenu vers 15 h, lors de la sortie quotidienne des détenus dans la cour extérieure. Des détenus de l'aile B2 ont voulu faire passer de la drogue à l'intérieur, et bloqué la porte de sortie des agents correctionnels qui tentaient de maîtriser la situation.

Pas la première fois

Des sources nous ont indiqué qu'un incident semblable s'est déjà produit avant samedi. Au moins un détenu aurait bloqué le passage aux autorités, la semaine dernière.

Le Syndicat des agents de la paix en services correctionnels juge la situation inquiétante, précisant qu'elle manque de personnel pour éviter de telles situations.

« Le nombre de gardiens, ça fait une différence. Pour l'instant, c'est dangereux », a réagi le président syndical Stéphane Lemaire.

Au moins trois détenus ont été impliqués dans le brassage camarade de samedi, a confirmé le syndicat.

Hier, le 104,7 FM parlait d'une dizaine de détenus et d'une quinzaine de gardiens impliqués.

Les agents correctionnels ont finalement pu forcer la porte et calmer le jeu, mais la drogue est demeurée introuvable.

« La drogue peut être cachée partout : dans des vêtements, sur des visiteurs, dans le corps. Ça devient ridicule. Les gardiens font leur possible, mais il nous manque de ressources », a expliqué M. Lemaire.

Personne n'a été blessé dans l'incident. La Sûreté du Québec n'a pas ouvert d'enquête.

Les travailleurs en milieu carcéral et leur patron sont en pourparlers devant la Commission des lésions professionnelles.

Ils s'appêtent à s'adresser au gouvernement provincial dans le cadre du renouvellement de leur convention collective.